

Le gouvernement, spéculant sur le relâchement du week-end de Noël, a esquissé un certain raidissement. Dans la région de Liège, le gouvernement a fait perquisitionner chez de nombreux militants. La Wallonie a été saisie. Eyskens rappelle les réservistes de la gendarmerie dans plusieurs régions.

Pourtant, la coalition gouvernementale continue de nager dans la plus grande confusion. Les travailleurs chrétiens participent toujours plus nombreux à la grève. Le *Volk*, organe des syndicats chrétiens flamands, titre sur quatre colonnes : « *Situation critique si le gouvernement ne fait pas de concessions* ». Les éditoriaux de la presse gouvernementale trahissent tous de l'inquiétude. On sait que c'est le régime qui est en jeu. *La Libre Belgique* appelle à la solution de force : « *Le gouvernement semble avoir commencé à comprendre qu'il ne pouvait tout de même pas tolérer qu'une infecte anarchie d'origine communiste (!) continue à s'installer dans le pays. Et qu'il est totalement inadmissible que les dirigeants des syndicats socialistes se substituent aux autorités régulières pour contrôler la circulation dans les rues, le travail dans les ateliers, l'ouverture et la fermeture des magasins... Il convient de mettre fin immédiatement à cette anarchie. C'est un domaine où toute capitulation de l'autorité est un crime contre la nation. Tout de même, l'ordre est indivisible. Toute reculade entraîne d'autres...* » L'effroi de la bourgeoisie est porté à son comble par l'ordre ouvrier qui s'établit spontanément partout. Quant à *La Métropole*, elle remarque elle aussi qu'il ne reste plus au gouvernement que la solution de force. « *Les liens relâchés qui maintiennent encore vaille que vaille son équipe laissent toutefois subsister l'inquiétude.* »

Depuis samedi, les journaux ouvriers de tout le pays ne paraissent plus que sur quatre pages, par solidarité avec les ouvriers du livre de la région de Liège, qui ont commencé la grève. *Le Drapeau Rouge* publie cependant un abondant éditorial de Jean Blume : « *La grève est puissante* », explique-t-il, « *puissante par ses objectifs qui mettent en cause toute la politique des monopoles, et, par conséquent, du moins sous certains aspects, le régime lui-même.* » « *... Il est bien certain* », continue Jean Blume, « *que M. Eyskens aurait déjà abandonné une partie qu'il sait perdue d'avance pour lui et pour ses associés, si les banques, la Cour et Malines (où réside Van Roey) ne pesaient de tout leur poids sur ses épaules pour le clouer à son inconfortable siège ministériel. Si le mouvement se développait sans entraves, on pourrait prévoir que, ce prochain mercredi, la Chambre serait convoquée d'urgence pour s'entendre dire sans doute que le gouvernement abandonne son projet de loi de malheur, et s'en va.* » Ainsi, pour les dirigeants staliniens, dans cette grève qui met en cause le régime, ce n'est pas le régime que l'on cherche à abattre, mais la seule personne de M. Eyskens, premier ministre « *indigne, dont l'esprit pervers et sadique* » a préparé cette « *loi inique* », comme on l'appelle. Il ne s'agit pas de se battre contre les banques, la Cour ou le Cardinal qui interviennent malencontreusement, mais en quelque sorte par hasard, pour entraver le mouvement de grève. Les grèves doivent se dérouler dans « *l'ordre, le calme et la*

*discipline* ». Le gouvernement a eu l'idée étrange de vouloir réprimer les grèves. « *On ne peut rien concevoir de plus insensé et de plus inutile que cette menace. Les mesures de répression ne pourront « qu'allonger le mouvement, et lui donner, pour quelques heures, un caractère moins serein et moins mesuré... » « ... Il n'existe », écrit Jean Blume, « qu'une solution raisonnable : arrêter les frais au plus vite, et renoncer purement et simplement à la loi de malheur. » Arrêter les frais : après une semaine de grève quasi générale, cela commence à être le désir secret de tout le monde, du gouvernement, mais aussi des directions ouvrières. Et Jean Blume de terminer par cette menace terrible : « *Ne touchez pas à la Belgique, M. Eyskens. Ni à sa démocratie. Ni à ses traditions populaires de lutte pour le bien-être. C'est le conseil que nous vous donnons.* » (*Le Drapeau Rouge*, 26-12-60.) Et, le lendemain, comme il faut bien mettre les points sur les i, le même journal insiste, et demande le retour du roi qui passe sa lune de miel en Espagne : « *On commence à se demander s'il ne serait pas temps de voir interrompre ce voyage espagnol... Il serait utile, croit-on, qu'il y ait quelqu'un sur place qui puisse recevoir la démission du gouvernement.* » Au moment où les travailleurs commencent à scander « *Vive la République* », le P.C. estime donc que ce n'est pas les masses ouvrières en grève qui doivent disposer du mandat du premier ministre, mais le monarque que l'on rappelle pour l'occasion. Dans le même journal, on dénonce les « *actes provocateurs de sabotages qui ont été perpétrés sur la voie ferrée* » comme des « *incidents étrangers à l'action de masse de la classe ouvrière* », sans dire, bien sûr, que ce sont les organisations ouvrières qui, par leur inaction et leur incapacité à exprimer les véritables perspectives du mouvement, sont les premières responsables de tels actes.*

Dès samedi soir, le drapeau wallon est apparu à la façade des hôtels communaux de la région liégeoise. Faut-il considérer cette initiative comme la protestation des Liégeois contre l'étranglement économique de la Wallonie ? demande *Le Peuple*, qui semble en douter.

*...mais reste sans direction*

27 décembre.

**L** A grève générale belge a atteint sa plus grande ampleur. Pourtant, seules les régionales wallonnes de la F.G.T.B., et celle d'Anvers, ont formellement lancé un ordre de grève. Il y a encore des possibilités de consolidation de la grève, notamment à Bruxelles où la grève s'est amplifiée dans la matinée par l'immobilisation de la métallurgie et de l'ensemble du secteur public, et dans les deux Flandres, où les tramots se sont joints au mouvement. Mais, pour l'essentiel, la classe ouvrière est entièrement mobilisée. La grève est totale. Partout s'affirme la formidable volonté de lutte des travailleurs en grève. « *Au point où en sont arrivées les choses* », observe l'éditorialiste de *La Cité*, « *tout paraît indiquer que, de part et d'autre, on veut mesurer le rapport des forces*